



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Amiens, le - 3 NOV. 2017

Préfecture

Service de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau de l'Environnement  
et de l'Utilité Publique

Affaire suivie par :  
Sophie LEROY  
T : 03 22 97 81 80  
✉ : Tout mél doit être envoyé simultanément à ces adresses  
- pref-environnement@somme.gouv.fr  
- sophie.leroy@somme.gouv.fr

Monsieur le Président,

Par lettre du 3 février 2016, vous avez sollicité la prorogation de la durée de validité de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 autorisant la société Ferme éolienne du Mont en Grains à exploiter un parc éolien comprenant six aérogénérateurs et un poste de livraison sur le territoire de la commune de DOMART-EN-PONTHIEU.

Vous avez motivé cette demande en précisant que le raccordement des installations du parc éolien au réseau électrique ne pouvait être réalisé que fin novembre 2017, au plus tôt, sans modification du projet initial.

Etant donné que pour cette raison indépendante de sa volonté, la société Ferme éolienne du Mont en Grains n'a pas pu mettre en service ses installations dans le délai de trois ans, conformément aux dispositions de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, la durée de validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité est prorogée jusqu'au 31 décembre 2017 en accord avec les dispositions édictées à l'article R. 515-109-I du code de l'environnement qui prévoient : *"Les délais mentionnés aux premiers alinéas des articles R. 181-48 et R. 512-74 peuvent être prorogés dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai. Nonobstant les dispositions des deux premières phrases de l'article R. 123-24, la prorogation susmentionnée emporte celle de la validité de l'enquête publique"*.

Conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Jean-Charles GERAY

Monsieur Bernard SCHWECHEL  
Président de la société Ferme éolienne du Mont en Grains  
233 rue du Faubourg Saint-Martin  
75010 PARIS

Copie à : M. Benoît DUVAL et François THIÉBAULT